ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 3 mai 1990, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux obligations découlant de l'admission de valeurs mobilières à la cote officielle d'une bourse de fonds publics et de change du Royaume", a donné le 11 juin 1990 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 3 mei 1990 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "over de verplichtingen bij toelating van effecten tot de officiële notering aan een openbare fondsen- en wisselbeurs van het Rijk", heeft op 11 juni 1990 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU TEXTE.

Préambule.

Alinéa 2.

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Vu la directive 79/279 CEE du Conseil des Communautés européennes, du 5 mars 1979 portant coordination des conditions d'admission de valeurs mobilières à la cote officielle d'une bourse de valeurs, modifiée par la directive 82/148/CEE du Conseil du 3 mars 1982 et par la directive 88/627/CEE du Conseil du 12 décembre 1988;".

Alinéa 3.

Il convient d'écrire :

"Vu la directive 82/121/CEE du Conseil du 15 février 1982 relative à l'information périodique à publier par les sociétés dont les actions sont admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs;".

Dispositif.

Il ne semble pas nécessaire d'utiliser un chapitre Ier contenant un seul article pour définir le champ d'application du projet d'arrêté.

Dès lors, l'article 1er, § 1er, viendrait en tête du chapitre II (devenant le chapitre Ier).

1. Le début de l'article 1er, § 1er, doit être rédigé comme suit :

"Article 1er, § 1er. Sont soumises aux dispositions du présent chapitre, les sociétés ... (la suite comme au projet) ...".

2. La seconde phrase de l'alinéa 2 commençant par les mots "Par société d'investissement ..." doit former l'alinéa 3 de l'article 1er, § 1er.

3. Les tirets doivent être remplacés par 1E, 2E.

4. La seconde phrase du 2E commençant par les mots : "Est assimilé à de tels ..." doit constituer un alinéa 4.

Article 2.

Le début du paragraphe 3, pour être conforme aux termes de la directive précitée du 5 mars 1979, doit être rédigé comme suit :

"§ 3. Les sociétés procurent en Belgique aux actionnaires toutes les facilités et informations nécessaires

à ...".

La seconde phrase du paragraphe 3 commençant par les mots "En particulier, ..." doit former un alinéa distinct dans lequel les tirets doivent être remplacés par 1E, 2E.

Article 3.

A la fin du texte français du paragraphe 4, alinéa 1er, il convient d'écrire : "pendant la période considérée, tout en permettant une comparaison ...".

Article 4.

Au paragraphe 1er, 1E, la phrase commençant par les mots "Toutefois, la Commission ..." doit constituer l'alinéa 2 dont le début est rédigé comme suit :

"Toutefois la Commission bancaire peut dispenser une société de l'obligation faite à l'alinéa 1er, 1E, si la publication ...".

La même remarque vaut pour l'article 11.

Par souci de concordance avec le texte français, il faut rédiger le texte néerlandais du paragraphe 2,

alinéa 1er, ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

A la fin du paragraphe 2, alinéa 1er, il y a lieu d'écrire dans le texte français : "dans l'Etat dont la législation leur est applicable".

Au paragraphe 2, alinéa 2, à la neuvième ligne, il y a lieu d'écrire : "par une personne physique ou morale d'un nombre d'actions ...".

A la fin du paragraphe 2, alinéa 2, pour que le texte français soit en concordance avec le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire : "devient supérieure ou inférieure à 10 %, 20 %, 1/3, 50 % ou 2/3 de leur capital".

Dans le texte néerlandais, il faut ajouter à la fin : "10 %, 20 %, 1/3, 50 % of 2/3 van hun kapitaal".

Article 5.

A l'alinéa 3, troisième ligne, il y a lieu d'écrire :

"... ne sont pas conformes aux dispositions prises en exécution des directives du Conseil ...".

Cette observation vaut également pour l'article 12, alinéa 3.

Article 7.

La division en paragraphes ne se justifie pas dans un article de deux alinéas.

La même remarque vaut pour l'article 14.

Article 8.

Le délai de transmission des documents doit être fixé dans l'arrêté en projet, la Commission bancaire n'exerçant un pouvoir réglementaire que dans des conditions qui ne sont pas remplies en l'espèce.

Cette observation vaut également pour l'article 14.

Article 9.

Au paragraphe 1er, quatorzième ligne, il y a lieu d'écrire : "... du présent arrêté, la Commission bancaire en avise la société. Si celle-ci ne tient pas compte de cet avis, la Commission peut le rendre public selon les modalités qu'elle détermine".

Le paragraphe 1er, alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Avant de rendre son avis public, la Commission bancaire convoque et entend les représentants de la société concernée. Elle informe les comités de la cote".

La disposition formant le nE 2, b, 3e tiret, du schéma C, de la directive, qui prévoit la désignation d'un organisme financier, n'a pas été reproduite, alors que la disposition similaire du schéma D, A, 1, b, 3e tiret figure dans le chapitre concernant les obligations.

Il doit être remédié à cette lacune.

+

Le chapitre III devient le chapitre II.

+

La disposition de l'article 1er, § 2 (devenant l'article 10) doit former une section Ire intitulée "Champ d'application", les sections Ire et II devenant II et III.

L'article 1er, § 2, doit venir en tête du chapitre II et former l'article 10 qui serait introduit par les mots suivants :

"Art. 10. § 1er. Sont soumis au présent chapitre, les émetteurs dont les obligations ...".

Article 10 (qui devient l'article 11).

Au § 1er, alinéa 2, mieux vaut écrire :

"L'alinéa 1er n'interdit pas ...".

La même remarque vaut pour l'article 16, § 1er.

Au § 2, il y a lieu de faire de la seconde phrase "En particulier elle doit : ...", un alinéa 2 et de remplacer les tirets par 1E et 2E.

La même remarque vaut pour l'article 16, § 2.

Article 11 (qui devient l'article 12).

Au 4E, il y a une discordance entre le texte français et le texte néerlandais en ce que le mot "warrant", qui figure en italiques dans la directive, au 4, d, a été traduit par obligations "avec droit de souscription", alors que le texte néerlandais utilise les mots "met warrants".

Il y a lieu de remédier à cette discordance.

Une autre discordance se trouve à la fin du 4E où l'on peut lire dans le texte français "... diverses catégories d'actions concernées par ces obligations" et dans le texte néerlandais "... aan de verschillende categoriën onderliggende aandelen".

Pour le 1E, il y a lieu de se référer à l'observation sous l'article 4 du projet.

Article 12 (devenant l'article 13).

Il y a lieu de se référer à l'observation sous l'article 5.

Article 14 (devenant l'article 15).

Il y a lieu de se référer à l'observation sous l'article 8, phrase liminaire du § 1er.

Article 15 (devenant l'article 16).

La fin de cet article devrait être complétée par les mots suivants :

"aux entreprises ayant émis des obligations".

+

La section II devient la section III.

Article 18 (devenant l'article 19).

Cet article appelle, à propos des délais, la même observation que celle qui a été faite sous l'article 8, phrase liminaire du § 1er, et sous l'article 14, § 1er.

A l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire :

"Les articles 7, 9 et 14, § 2, sont applicables aux émetteurs visés par la présente section".

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Aanhef.

Tweede lid.

Het tweede lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op de richtlijn 79/279/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 5 maart 1979 tot coördinatie van de voorwaarden voor de toelating van effecten tot de officiële notering aan een effectenbeurs, gewijzigd bij de richtlijn 82/148/EEG van de Raad van 3 maart 1982 en bij de richtlijn 88/627/EEG van de Raad van 12 december 1988;".

Derde lid.

Men schrijve :

"Gelet op de richtlijn 82/121/EEG van de Raad van 15 februari 1982 betreffende de periodieke informatieverstrekking door vennootschappen waarvan de aandelen tot de officiële notering aan een effectenbeurs zijn toegelaten;".

Bepalend gedeelte.

Het lijkt noch noodzakelijk noch nuttig om een hoofdstuk I bestaande uit een enkel artikel te gebruiken om de werkingssfeer van het ontwerp van besluit te bepalen.

Artikel 1, § 1, kan bijgevolg aan het begin van hoofdstuk II (dat hoofdstuk I wordt) komen.

1. Het begin van artikel 1, § 1, moet als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 1. § 1. De bepalingen van dit hoofdstuk gelden voor de vennootschappen ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

2. De tweede zin van het tweede lid, die begint met de woorden "Onder beleggingsmaatschappijen ..." moet het derde lid van artikel 1, § 1, vormen.

3. De streepjes moeten worden vervangen door 1E en 2E.

4. De tweede zin van de bepaling onder 2E, die begint met de woorden "Met dergelijke inkopen ..." moet een vierde lid worden.

Artikel 2.

Het begin van paragraaf 3 moet ter wille van de overeenstemming met de bewoordingen van de voornoemde richtlijn van 5 maart 1979, als volgt worden geredigeerd :

"§ 3. De vennootschappen verschaffen in België aan de aandeelhouders de nodige faciliteiten en informatie opdat

zij ...".

De tweede zin van paragraaf 3, die begint met de woorden "Zij moeten met name ..." moet een afzonderlijk lid worden waarin de streepjes moeten worden vervangen door 1E en 2E.

Artikel 3.

In de Franse tekst schrijve men aan het einde van paragraaf 4, eerste lid : "pendant la période considérée, tout en permettant une comparaison ...".

Artikel 4.

In paragraaf 1, 1E, moet de zin die begint met de woorden "De Bankcommissie kan ..." het tweede lid worden, waarvan het begin als volgt is geredigeerd :

"De Bankcommissie kan een vennootschap evenwel van de in het eerste lid, 1E, voorgeschreven verplichting ontheffen indien het bekendmaken ...".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 11.

Ter wille van de overeenstemming met de Franse tekst, redigere men de Nederlandse tekst van paragraaf 2, eerste lid, als volgt :

"§ 2. De vennootschappen die onder de wetgeving van een Lid-Staat van de Europese Economische Gemeenschap vallen, moeten zorgen voor de bekendmaking in België van de wijzigingen in de structuur van de belangrijke deelnemingen in hun kapitaal die zij ook moeten bekendmaken in de Staat waarvan de wetgeving op hen van toepassing is".

In paragraaf 2, tweede lid, negende regel, schrijve men : "door een natuurlijk persoon of een rechtspersoon, van een aandelenpakket ...".

Om de Franse tekst in overeenstemming te brengen met de Nederlandse tekst schrijve men aan het einde van paragraaf 2, tweede lid : "devient supérieure ou inférieure à 10 %, 20 %, 1/3, 50 % ou 2/3 de leur capital".

In de Nederlandse tekst schrijve men dan aan het einde : "10 %, 20 %, 1/3, 50 % of 2/3 van hun kapitaal".

Artikel 5.

In het derde lid, derde regel, schrijve men :

"... niet in overeenstemming zijn met de bepalingen vastgesteld tot uitvoering van de richtlijnen van de Raad ...".

Deze opmerking geldt ook voor artikel 12, derde lid.

Artikel 7.

In een artikel van twee leden is er geen reden voor indeling in paragrafen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 14.

Artikel 8.

De termijn voor het overleggen van de stukken moet in het ontworpen besluit worden vastgesteld aangezien de Bankcommissie slechts een verordenende bevoegdheid uitoefent op voorwaarden die in dit geval niet vervuld zijn.

Deze opmerking geldt ook voor artikel 14.

Artikel 9.

In paragraaf 1, veertiende regel, schrijve men :

"... voortvloeiende verplichtingen geeft de Bankcommissie de vennootschap daarvan kennis. Houdt deze laatste daarmee geen rekening, dan kan de Bankcommissie die kennisgeving openbaar maken volgens de regels die zij bepaalt".

Paragraaf 1, tweede lid, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Vooraleer haar kennisgeving openbaar te maken roept de Bankcommissie de vertegenwoordigers van de betrokken vennootschap op en hoort zij ze. Zij brengt de noteringscomités op de hoogte".

De bepaling onder 2, b, derde streepje, van schema C van de richtlijn, die voorschrijft dat een financiële instelling wordt aangewezen, is niet overgenomen, terwijl de soortgelijke bepaling van schema D, A, 1, b, derde streepje, in het hoofdstuk betreffende de obligaties staat.

Die leemte moet worden aangevuld.

+

Hoofdstuk III wordt hoofdstuk II.

+

De bepaling van artikel 1, § 2 (dat artikel 10 wordt) moet een afdeling I worden met als opschrift "Werkingssfeer"; de afdelingen I en II worden II en III.

Artikel 1, § 2, moet aan het begin van hoofdstuk II komen en artikel 10 vormen, ingeleid door de volgende woorden :

"Art. 10. § 1. Dit hoofdstuk geldt voor de uitgevende instellingen waarvan de obligaties ...".

Artikel 10 (dat artikel 11 wordt).

In paragraaf 1, tweede lid, schrijve men beter :

"Het eerste lid verhindert evenwel niet ...".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 16, § 1.

In paragraaf 2 dient van de tweede zin "Zij moet met name : ...", een tweede lid te worden gemaakt en dienen de streepjes te worden vervangen door 1E en 2E.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 16, § 2.

Artikel 11 (dat artikel 12 wordt).

In de bepaling onder 4E is er een gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse tekst en de Franse tekst doordat het woord "warrant", dat in de richtlijn onder 4, d, cursief gedrukt staat, vertaald is door obligaties "avec droit de souscription" terwijl in de Nederlandse tekst de woorden "met warrants" worden gebruikt.

Dat gebrek aan overeenstemming dient te worden weggewerkt.

Er is nog een gebrek aan overeenstemming aan het einde van de bepaling onder 4E waar in de Nederlandse tekst "... aan de verschillende categorieën onderliggende aandelen" te lezen staat en in de Franse tekst "... diverses catégories d'actions concernées par ces obligations".

Voor de bepaling onder 1E wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 4 van het ontwerp.

Artikel 12 (dat artikel 13 wordt).

Er wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 5.

Artikel 14 (dat artikel 15 wordt).

Er wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 8, inleidende zin van paragraaf 1.

Artikel 15 (dat artikel 16 wordt).

Het slot van dit artikel zou moeten worden aangevuld met de volgende woorden :

"op de ondernemingen die obligaties hebben uitgegeven".

+

Afdeling II wordt afdeling III.

Artikel 18 (dat artikel 19 wordt).

Bij dit artikel moet, wat de termijnen betreft, dezelfde opmerking worden gemaakt als bij artikel 8, inleidende zin van paragraaf 1, en bij artikel 14, § 1.

In het tweede lid schrijve men :

"De artikelen 7, 9 en 14, § 2, zijn van toepassing op de in deze afdeling bedoelde uitgevende instellingen".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET, conseillers d'Etat,
J.-C. GEUS, staatsraden,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,
P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

M. G. PIQUET, premier auditeur honoraire au Conseil d'Etat, a été appelé en consultation, en application de l'article 82 des lois coordonnées du 12 janvier 1973.

La concordance entre la version française et la version néerlan-daise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De H. G. PIQUET, ere-eerste auditeur bij de Raad van State, is bij toepassing van artikel 82 van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 ter raadpleging opgeroepen.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.